

ORDRE DES BARREAUX FRANCOPHONE ET GERMANOPHONE DE BELGIQUE

[C - 2004/18195]

Règlement de l'O.B.F.G du 27 novembre 2004 relatif à l'information à fournir par l'avocat à ses clients en matière d'honoraires, de frais et débours

1. Considérant que l'avocat a droit au paiement de ses prestations et interventions;

Que la valorisation de celles-ci est extrêmement difficile a priori, compte tenu des multiples aléas et difficultés qui peuvent survenir : incident de procédure, intervention de multiples parties, décisions des cours et tribunaux, attitude de la ou des parties adverses...;

2. Considérant que les barèmes élaborés par les Ordres de l'Avocat ou l'Ordre national dans les années 80 avaient pour objet principal d'informer le justiciable et d'assurer la meilleure transparence à son égard;

Que ces barèmes ont malheureusement dû être annulés, en vertu du droit de la concurrence primant jusqu'à ce jour toute autre considération, tel que le droit à l'information du justiciable;

3. Considérant que le justiciable ou client de l'avocat doit être informé au mieux de la méthode retenue pour le calcul des honoraires, frais et débours et recevoir toutes les informations utiles sur les modalités d'application de cette méthode;

Que l'information du client à ce propos apparaît essentielle pour le développement de relations de pleine confiance;

4. Considérant que, dans le cadre de sa relation privilégiée avec son client, il appartient à l'avocat de donner la meilleure information sur la méthode de calcul d'honoraires, de frais et des débours;

Qu'il en est ainsi en vertu du souci de l'avocat d'exercer son intervention dans l'intérêt général et en particulier dans l'intérêt de son client, avant tout intérêt personnel;

5. Considérant que l'information à fournir par l'avocat sur la méthode de calcul des honoraires ne signifie pas obligation de convenir a priori le montant final des honoraires et ne le dispense pas de veiller à demander des provisions adéquates, tant au début de son intervention qu'au fur et à mesure de celle-ci, de dresser des états intermédiaires réguliers ou encore de demander une première provision suivie d'états provisionnels ou intermédiaires;

6. Considérant que le présent règlement ne porte préjudice ni au droit de l'avocat de choisir librement la méthode de calcul de ses honoraires, frais et débours, ni à l'article 459 du Code judiciaire en vertu duquel les honoraires de l'avocat ne peuvent excéder les bornes d'une juste modération;

L'Ordre des Barreaux francophones et germanophone de Belgique adopte le règlement suivant :

Intervention d'un tiers payant

Article 1^{er}. L'avocat interroge son client sur la possibilité, pour celui-ci, de bénéficier de l'intervention totale ou partielle d'un tiers payant.

Il attire l'attention de son client sur l'éventualité, pour celui-ci, de supporter le montant des honoraires et frais se situant au-delà de l'intervention de ce tiers payant.

Information du client quant à la méthode de calcul des honoraires, frais et débours

Art. 2. 1. L'avocat informe son client, avec diligence, de la méthode qu'il utilisera pour calculer ses honoraires, frais et débours afférents aux dossiers dont il est chargé. Il fournit au client toutes les informations utiles sur les modalités d'application de la méthode retenue.

2. Sauf accord du client, l'avocat ne change pas de méthode de calcul des honoraires, frais et débours pendant le traitement du dossier.

3. Le présent règlement ne s'applique pas en matière d'honoraires dus dans le cas d'un mandat judiciaire confié à un avocat.

Nature de l'information à fournir au client en matière de calcul d'honoraires

Art. 3. 1. L'information que l'avocat fournit à son client a pour but de permettre à celui-ci de se forger une idée aussi précise que possible de la manière dont les honoraires et frais, qui lui seront réclamés, seront calculés, ainsi que de leur périodicité. L'avocat attire notamment l'attention du client sur les éléments qui peuvent avoir une influence sur la hauteur des honoraires, par exemple : l'urgence du dossier, la complexité de la question soumise, l'importance de la cause, la nature des devoirs à accomplir, les chances de récupération des montants demandés, l'argumentation et le dossier de la partie adverse.

2. Quelle que soit la méthode de calcul des honoraires librement déterminée par l'avocat, celui-ci reste tenu par l'article 459 du Code judiciaire et par le principe de modération qu'il contient.

Information du client en matière de calcul des frais et d'imputation des débours

Art. 4. 1. L'avocat informe également le client quant au mode de calcul et d'imputation des débours.

A titre exemplatif, on entend par :

- Frais : les frais de correspondance, communications téléphoniques, courriers spéciaux, télécopies, courriers électroniques, consultations de banques de données, déplacements, papeterie, photocopies, etc...

- Débours : les dépenses faits pour le compte du client, telles que les frais d'huissier, d'expertise, de greffe, de traduction, etc...

2. Les frais peuvent être calculés de manière telle qu'ils couvrent également pour partie les frais fixes du cabinet, en appliquant, par exemple, un coût unitaire à chaque page dactylographiée.

3. S'il échet, les frais et débours sont ajoutés aux honoraires.

Etablissement de l'Etat

Art. 5. 1. Afin de tenir le client informé du coût de son intervention et d'éviter à l'avocat de travailler à découvert, celui-ci – sauf accord contraire conclu avec le client – soit demande des provisions adéquates, tant au début de l'intervention qu'au fur et à mesure de celle-ci, soit établit des états intermédiaires réguliers, soit encore demande une première provision et la fait suivre d'états provisionnels ou intermédiaires réguliers.

2. Lorsque l'avocat demande une provision, il en fixe le montant en fonction de la méthode de calcul des honoraires, frais et débours qu'il retient et dont il informe ou aura informé le client.

Le montant des provisions et leur fréquence sont fixés afin de permettre au client de répartir adéquatement la charge des honoraires, frais et débours dans le temps.

Les demandes de provisions sont établies de manière telle qu'elles apparaissent bien comme revêtant ce caractère provisionnel.

Lorsque l'avocat opte pour la méthode de la rémunération selon le résultat, il fixe la provision en fonction des honoraires dus en l'absence de résultat favorable.

3. Lorsque l'avocat opte pour l'établissement d'états d'honoraires intermédiaires ou provisionnels, ceux-ci sont établis périodiquement, afin de tenir le client informé du coût de l'intervention de l'avocat et de lui permettre de répartir la charge des honoraires, frais et débours dans le temps.

L'avocat et le client peuvent convenir de la fréquence des états intermédiaires (par exemple mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle).

Ces états sont établis conformément à la méthode de calcul des honoraires, frais et débours retenue.

4. Lorsque l'affaire est terminée, l'avocat établit, selon la méthode retenue, un état d'honoraires, frais et débours comprenant la description des devoirs accomplis, le résultat obtenu, le montant des honoraires, des frais et débours ainsi que les provisions, indemnités de procédure ou autres sommes perçues.

Lorsque l'avocat opte pour l'établissement d'états intermédiaires ou provisionnels, il peut se contenter d'établir un dernier état relatif à la période non encore couverte par les états précédents.

Dans ces deux cas, l'avocat peut inclure le complément tenant compte du résultat s'il s'est réservé cette possibilité.

Entrée en vigueur

Art. 6. Le présent règlement entre en vigueur le premier jour du quatrième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

KAMMER DER FRANZÖSISCHSPRACHIGEN UND DEUTSCHSPRACHIGEN ANWALTSCHAFTEN

[C – 2004/18195]

Regelung der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften vom 27. November 2004 in Bezug auf die dem Mandanten durch den Rechtsanwalt in Sachen Honorare, Kosten und Auslagen zu erteilenden Informationen

1. In Anbetracht der Tatsache, dass der Rechtsanwalt Anrecht auf die Bezahlung seiner Leistungen und Interventionen hat.

Dass die Wertschätzung dieser selben vor allem in Anbetracht der zahlreichen Zufälligkeiten und Schwierigkeiten, die auftreten können, äußerst schwierig ist: verfahrenstechnische Zwischenfälle, Intervention zahlreicher Parteien, Entscheidungen der Gerichte und Gerichtshöfe, Haltung der Gegenpartei oder der Gegenparteien...

2. In Anbetracht der Tatsache, dass die durch die Rechtsanwaltskammern oder die Nationale Rechtsanwaltskammer in den achtziger Jahren ausgearbeiteten Tarife das vorrangige Ziel verfolgten, den Rechtsuchenden zu informieren und ihm eine größere Transparenz zu garantieren.

Dass diese Tarife leider aufgrund des Konkurrenzrechts, das bis heute Vorrecht vor allen anderen Erwägungen, zum Beispiel dem Recht des Rechtsuchenden auf Information genießt, annulliert haben werden müssen.

3. In Anbetracht der Tatsache, dass der Rechtsuchende oder Mandant des Rechtsanwalts so gut wie möglich über die für die Berechnung der Honorare, Kosten und Auslagen herangezogene Methode informiert werden und alle nützlichen Informationen in Bezug auf die Anwendungsmodalitäten dieser Methode erhalten muss.

Dass die diesbezügliche Information des Mandanten für eine vertrauensvolle Beziehung wesentlich erscheint.

4. In Anbetracht der Tatsache, dass es dem Rechtsanwalt im Rahmen seiner privilegierten Beziehungen mit seinem Mandanten obliegt, diesem die bestmögliche Information in Bezug auf die Methode der Berechnung seiner Honorare, Kosten und Auslagen zu erteilen.

Dass dies vor allem auch in der Sorge des Rechtsanwalts geschehen muss, seine Intervention im allgemeinen Interesse und im besonderen Interesse seines Mandanten durchzuführen, dies vorrangig vor jeglichem persönlichen Interesse.

5. In Anbetracht der Tatsache, dass die durch den Rechtsanwalt in Bezug auf die Berechnungsmethode seiner Honorare, Kosten und Auslagen zu erteilende Information nicht in einer Verpflichtung besteht, den endgültigen Betrag der Honorare vorab festzulegen, und diesen nicht davon befreit, sowohl bei Beginn seiner Intervention als auch im Laufe derselben vernünftige Vorschüsse zu fragen und regelmäßig Zwischenabrechnungen zu erstellen, oder aber einen ersten Vorschuss mit späteren Vorschuss- oder Zwischenabrechnungen zu verlangen.

6. In Anbetracht der Tatsache, dass die vorliegende Regelung weder dem Recht des Rechtsanwalts, die Berechnungsmethode für seine Honorare, Kosten und Auslagen frei zu wählen, noch dem Artikel 459 des Gerichtsgesetzbuches Abbruch tut, aufgrund dessen die Honorare des Rechtsanwalts die Grenzen einer gerechten Mäßigung nicht überschreiten dürfen.

Verabschiedet die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften Belgiens folgende Regelung:

Die Intervention eines Drittzahlenden

Artikel 1 - Der Rechtsanwalt befragt seinen Mandanten in Bezug auf die Möglichkeit für diesen, die Intervention eines Drittzahlenden für die Gesamtheit oder einen Teil der Honorare und Kosten geltend machen zu können.

Er lenkt die Aufmerksamkeit des Mandanten auf die bestehende Möglichkeit, dass er den Betrag der Honorare und Kosten, der über die Intervention dieses Drittzahlenden hinausgeht, selbst tragen muss.

Die Information des Mandanten in Bezug auf die Methode der Berechnung der Honorare, Kosten und Auslagen

Art. 2 - 1 — Der Rechtsanwalt informiert seinen Mandanten angemessen über die Methode, die er für die Berechnung seiner Honorare, Kosten und Auslagen im Rahmen der Sachen, mit denen er befasst ist, anwenden wird. Er erteilt dem Mandanten alle nützlichen Informationen in Bezug auf die Anwendungsmodalitäten der gewählten Methode.

2 — Der Rechtsanwalt wechselt die Berechnungsmethode für seine Honorare, Kosten und Auslagen während der Bearbeitung der Sachen nicht, es sei denn mit dem Einverständnis des Mandanten.

3 — Die vorliegende Regelung ist nicht auf die im Rahmen eines gerichtlichen Mandats, mit dem ein Rechtsanwalt betraut wird, geschuldeten Honorare anwendbar.

Die Art der dem Mandanten in Bezug auf die Honorarberechnung zu erteilenden Informationen

Art. 3 - 1 — Die Informationen, die der Rechtsanwalt seinem Mandanten erteilt, verfolgen den Zweck, es diesem zu ermöglichen, sich eine präzise Idee in Bezug auf die Art und Weise zu machen, wie die von ihm verlangten Honorare und Kosten berechnet werden, und in welchem Rhythmus dies geschieht. Der Rechtsanwalt lenkt vor allem die Aufmerksamkeit des Mandanten auf die Elemente, die einen Einfluss auf die Höhe der Honorare haben können, zum Beispiel die Dringlichkeit der Sache, die Komplexität der unterbreiteten Fragen, die Wichtigkeit der Sache, die Art der auszuführen Leistungen, die Chancen, die geforderten Beträge zu erhalten, die Argumentation und die Akte der Gegenpartei.

2 — Ungeachtet der frei durch den Rechtsanwalt gewählten Methode der Berechnung seiner Honorare bleibt dieser an den Artikel 459 des Gerichtsgesetzbuches und das dort festgeschriebene Mäßigungsgebot gebunden.

Die information des Mandanten in bezug auf die Berechnung der Kosten und der Anrechnung der Auslagen

Art. 4 - 1 — Der Rechtsanwalt informiert den Mandanten ebenfalls in Bezug auf die Berechnungs- und Anrechnungsweise der Auslagen.

Beispielsweise versteht man unter:

- Kosten: die Kosten des Schriftwechsels, der Telefongespräche, der besonderen Schreiben, Faxkosten, E-Mail-Kosten, Kosten für die Einsicht in Datenbanken, Fahrtkosten, Schreibkosten, Fotokopien, usw.

- Auslagen: die Auslagen, die namens des Mandanten getätigt werden, wie Gerichtsvollzieherkosten, Expertisekosten, Kanzleigeühren, Übersetzungskosten, usw.

2 — Die Kosten können so berechnet werden, dass sie ebenfalls teilweise die Fixkosten der Kanzlei decken, indem man zum Beispiel für jede maschinengeschriebene Seite einen Einheitspreis anwendet.

3 — Gegebenenfalls werden die Kosten und Auslagen zu den Honoraren hinzugefügt.

Die Erstellung der Abrechnung

Art. 5 - 1 — Um den Mandanten über die Kosten der Intervention auf dem Laufenden zu halten und um zu vermeiden, dass der Rechtsanwalt ohne Deckung arbeitet, fordert dieser – außer im Falle einer anders lautenden Abmachung mit dem Mandanten – entweder entsprechende Vorschüsse sowohl zu Beginn seiner Intervention als auch im Laufe derselben oder aber er erstellt regelmäßig Zwischenabrechnungen. Auch kann er einen ersten Vorschuss verlangen und erstellt dann regelmäßig Vorschussrechnungen oder Zwischenabrechnungen.

2 — Wenn der Rechtsanwalt einen Vorschuss verlangt, so legt er dessen Betrag aufgrund der Berechnungsmethode für die Honorare, Kosten und Auslagen fest, die er gewählt hat und über die er den Mandanten informiert hat.

Der Betrag der Vorschüsse und ihre Häufigkeit werden festgelegt, um es dem Mandanten zu ermöglichen, die Last der Honorare, Kosten und Auslagen zeitlich zu verteilen.

Die Vorschussanfragen werden so erstellt, dass sie als Vorschussrechnungen zu erkennen sind.

Wenn der Rechtsanwalt sich für die Methode der Entlohnung aufgrund des Resultats entscheidet, so legt er den Vorschuss in Funktion der Honorare fest, die im Falle eines ungünstigen Resultats geschuldet wären.

3 — Wenn der Rechtsanwalt sich für die Erstellung von Zwischenabrechnungen oder Vorschussrechnungen entscheidet, so werden diese periodisch erstellt, um den Mandanten über die Kosten der Intervention des Rechtsanwalts auf dem Laufenden zu halten und um es ihm zu ermöglichen, die Last der Honorare, Kosten und Auslagen zeitlich zu verteilen.

Der Rechtsanwalt und der Mandant können die Häufigkeit der Zwischenabrechnungen vereinbaren (zum Beispiel monatlich, vierteljährlich, halbjährlich oder jährlich).

Diese Abrechnungen werden aufgrund der für die Berechnung der Honorare, Kosten und Auslagen festgelegten Methode erstellt.

4 — Wenn die Sache abgeschlossen ist, erstellt der Rechtsanwalt aufgrund der festgelegten Methode eine Aufstellung der Honorare, Kosten und Auslagen, die eine Beschreibung der erbrachten Leistungen, der erreichten Resultate, des Betrages der Honorare, der Kosten und der Auslagen sowie der Beträge der Vorschüsse, Prozesskostenvergütungen oder anderer Beträge, die er erhalten hat, enthält.

Wenn der Rechtsanwalt sich für die Erstellung von Zwischenrechnungen oder Vorschussrechnungen entscheidet, kann er sich damit begnügen, eine letzte wiederholende Aufstellung für die noch nicht durch die vorherigen Abrechnungen gedeckte Periode zu erstellen.

In beiden Fällen kann der Rechtsanwalt den Zuschlag aufgrund des Resultats in die Abrechnung einbringen, falls er sich diese Möglichkeit vorbehalten hat.

Inkrafttreten

Art. 6 - Die vorliegende Regelung tritt am ersten Tag des vierten Monats nach ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

POUVOIR JUDICIAIRE

[C – 2004/09914]

Tribunal de première instance de Liège

La désignation de Mme Reynders, D., juge au tribunal de première instance de Liège, comme vice-président à ce tribunal, est renouvelée pour une période de trois ans prenant cours le 29 janvier 2005.

RECHTERLIJKE MACHT

[C – 2004/09914]

Rechtbank van eerste aanleg te Luik

De aanwijzing van Mevr. Reynders, D., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Luik, tot ondervoorzitter in deze rechtbank is hernieuwd voor een termijn van drie jaar met ingang van 29 januari 2005.